

## Communiqué de presse POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

### Pas de développement durable sans solidarité avec le reste du monde

**Montréal, le 3 septembre 2009** – Dans le cadre de la Loi sur le développement durable du Québec, la Coalition québécoise contre les ateliers de misère (CQCAM) présente aujourd'hui devant la Commission des transports et de l'environnement son mémoire en réaction à la première liste d'indicateurs de développement durable. La CQCAM souhaite faire connaître ses préoccupations au gouvernement québécois quant au manque de considération à l'égard du respect des droits des travailleurs et travailleuses.

La CQCAM soutient que le développement durable ne peut se limiter à une application exclusivement locale. **Le développement durable étant, par définition, un concept global, il est essentiel de considérer les « effets de débordements » des activités du Québec à l'extérieur du territoire.**

*« Les enjeux sociaux doivent être pris en compte à l'échelle de la planète. Si d'un côté on améliore les droits des travailleurs sur un territoire donné, mais qu'en parallèle, on délocalise les emplois défavorisés vers d'autres pays, on n'aura pas contribué à réduire le nombre de démunis, on les aura seulement déplacés. Sur le plan global et en vertu du concept même du développement durable, il faut viser l'accroissement du nombre de personnes dont les besoins essentiels sont satisfaits »* – Jean-François Michaud, coordonnateur de la CQCAM.

#### **Le gouvernement doit légiférer**

La CQCAM interpelle le gouvernement pour que son approche de développement durable intègre l'obligation des ministères, organismes et entreprises subventionnées par l'État d'adopter des politiques d'approvisionnement responsable (PAR). *« La démarche actuelle du gouvernement vise une approche volontaire. Or, on sait que **seules des lois contraignantes** peuvent mener les institutions publiques et entreprises à intégrer le respect des droits des travailleurs et travailleuses et des critères environnementaux dans leurs pratiques de production et de consommation »*

*La CQCAM est une table de concertation du Centre international de solidarité ouvrière (CISO) qui regroupe des organisations syndicales, des ONG et des associations étudiantes. Elle a pour mission de sensibiliser la population du Québec à l'existence des ateliers de misère et de développer des alternatives concrètes pour contrer leur prolifération.*

[www.ciso.qc.ca/ateliersdemisere](http://www.ciso.qc.ca/ateliersdemisere)

- 30 -

Pour consulter le mémoire <http://www.ciso.qc.ca/>

**Pour obtenir une entrevue avec Jean-François Michaud, coordonnateur de la CQCAM :**

Cindy Savard

Responsable des communications

CISO/CQCAM

514 383-2266 poste 222

514 882-4601

[communication@ciso.qc.ca](mailto:communication@ciso.qc.ca)